Géographie(s) des mobilisations

Explorer la dimension spatiale de l'action collective

Anne-Laure Pailloux and Fabrice Ripoll

Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/cdg/5142>

ISSN: 2107-7266

Publisher

UMR 245 - CESSMA

Electronic reference

Anne-Laure Pailloux and Fabrice Ripoll, « Géographie(s) des mobilisations », *Carnets de géographes* [Online], 12 | 2019, Online since 31 December 2019, connection on 06 January 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdg/5142>

This text was automatically generated on 6 January 2020.

La revue *Carnets de géographes* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Géographie(s) des mobilisations

Explorer la dimension spatiale de l'action collective

Anne-Laure Pailloux and Fabrice Ripoll

- 1 Lorsque l'appel à contribution pour ce dossier fut lancée il y a environ an et demi, nous avions deux grands objectifs en tête. Il s'agissait, d'une part, de rendre visible l'existence, encore dispersée dans le monde francophone, d'une géographie des mouvements sociaux et plus largement de l'action collective sous toutes ses formes, et d'autre part, d'ouvrir des discussions sur les approches, objets, modes d'analyses, concepts, méthodes, etc., qui sont ou pourraient être adoptés. Si cette mise en visibilité et en débat est déjà bien avancée dans la géographie anglophone depuis les premières thèses et premiers plaidoyers des années 2000, et si la prise en compte de l'espace par les spécialistes des mouvements sociaux (en histoire, sociologie ou science politique) prend de l'ampleur depuis quelques années, il faut avouer que la géographie francophone peinait à faire de même. Entre-temps, plusieurs autres appels pour des dossiers de revue ont été diffusés qui laissent penser que la géographie est en train de prendre ces objets à bras-le corps¹. Le moment est d'autant mieux choisi pour affirmer la pertinence d'une approche socio-géographique des mobilisations sous toutes leurs formes.
- 2 Si l'on regarde les travaux des dernières décennies, les plus nombreux ²⁰ et sans doute les plus visibles grâce à leur nombre ainsi qu'à l'existence d'ouvrages collectifs et dossiers thématiques de revues ²⁰ portent sur un ensemble de mobilisations que l'on peut considérer comme assez proches les unes des autres même si les appellations sont variées : « conflits d'aménagement » (Appert, Drozd, 2010 ; Drozd, 2016 ; Lecourt, 2003, 2005 ; Pistre, 2010 ; Subra, 2007, 2008), « conflits urbains », « luttes » ou « mobilisations urbaines » (*L'information géographique*, 2012a, 2012b ; Trudelle, 2003 ; Villeneuve et al., 2006), « conflits d'usage » (Darly, 2009, 2012), « d'appropriation » (Pailloux, 2015), « environnementaux » (Charlier, 1999 ; Laslaz, non daté), « patrimoniaux » (Norris, 2000), « territoriaux » (Melé, Larue, Rosemberg, 2003), « de proximité » (*Géocarrefour*, 2012 ; Melé, 2013)². Un point commun de toutes ces mobilisations semble être de porter une cause ou d'affirmer un enjeu touchant à la production ou à l'usage d'une portion de l'espace lui-même compris comme cadre

matériel. Aussi passionnantes soient-elles, ces mobilisations ne représentent qu'une petite partie de ce que les géographes pourraient investir : on se demande bien pourquoi la géographie devrait se contenter de certains enjeux, et donc de certaines mobilisations, organisations ou pratiques, et s'interdire d'étudier les autres.

- 3 Le courant constitué en 1976 autour de la revue *Hérodote*, animée par Yves Lacoste puis Béatrice Giblin, a depuis sa naissance défendu l'intérêt et la légitimité de la géographie à travailler sur les conflits : « Lutttes ouvrières, lutttes urbaines, lutttes régionalistes se déploient dans l'espace » annonce le premier éditorial (*Hérodote*, 1976, p. 6). Contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, la « géopolitique » qu'ils ont ensuite promue ne s'est jamais limitée aux relations internationales ni aux conflits de frontières : sa définition proposait même de travailler sur l'ensemble des « rivalités de pouvoirs sur des territoires et sur les hommes qui s'y trouvent » (Lacoste, 1993, p. 3, souligné par nous). Les êtres humains n'évoluant pas « hors sol », cette définition permettait d'ouvrir les horizons de travail à tout type de conflit, ce qui n'a pourtant pas été franchement suivi. De même, lors du lancement de la « géographie sociale » dans les années 1980, ses promoteurs/trices avaient souligné l'importance de travailler sur les rapports de force et les conflits, et son orientation invitait à étudier en priorité les conflits sociaux, le syndicalisme, etc. (Frémont *et al.*, 1984). Plus fondamentalement, si, comme il est écrit dans ce manuel-manifeste, le social et le spatial sont inséparables, ou, pour mieux dire, si tout fait social a une « dimension spatiale » (Veschambre, 1999, 2006 ; Ripoll, 2005, 2006), rien n'empêchait d'élargir les objets d'étude à tout type d'enjeu et d'engagement. Mais le fait est que cette invitation ne porte ses fruits que depuis très récemment, comme en témoignent plusieurs thèses de doctorat s'inscrivant dans la géographie sociale et portant sur des mobilisations qui n'ont pas nécessairement une portion d'espace terrestre comme enjeu affirmé, tels que les mouvements de chômeurs, les mouvements altermondialistes ou le militantisme pour la décroissance (Ripoll, 2005a ; Uhel, 2013 ; Pailloux, 2016)³.
- 4 Ces thèses témoignent du fait que, quels que soient les causes et les enjeux affirmés, il est toujours possible et pertinent d'analyser la dimension spatiale des actions collectives elles-mêmes, en chacun de leurs moments et sous toutes leurs coutures (naissance, structuration, alliances, actions, ressources, revendications, argumentaires, effets...), en partant du double principe que :
 - 5 1) d'un point de vue très général, tout événement a nécessairement lieu quelque part, et doit donc être replacé dans son contexte non seulement temporel/historique mais aussi spatial/géographique ☞ ce contexte et ses effets devant être pensés à différentes échelles ;
 - 6 2) plus précisément, chaque élément d'une action collective, chaque facette du travail militant, a nécessairement une dimension spatiale dont l'analyse est indispensable à sa pleine compréhension : importance et conséquences de l'engagement du corps propre dans toute action ou pratique, de la coprésence comme des dispositifs de télécommunication, des conditions et modes de déplacement, des conditions et types d'usages et d'appropriation collective de l'espace (public ou privé), des conditions et structururations scalaires des organisations et des mobilisations (locales, nationales, internationales...), mais aussi des trajectoires résidentielles et des espaces vécus des participant·es, des rencontres et relations interpersonnelles, des positions dans les configurations locales des rapports sociaux (et pas seulement des rapports politiques), etc., etc. Autant de facettes que l'on peut regarder sous un triple angle : matériel,

institutionnel et idéal ou symbolique (Ripoll, 2005, 2018). Au fond, les mobilisations, l'action collective, l'engagement, sont des objets de recherche comme les autres, sur lesquels peuvent être appliqués les approches et concepts les plus divers de la géographie contemporaine.

- 7 Cette orientation se retrouve dans la géographie anglophone où s'affirme depuis une quinzaine d'années une « géographie des mouvements sociaux » clairement identifiable. À côté d'autres approches ^[58] notamment autour du couple domination/résistance qui a connu un succès certain dans les courants critiques à la suite notamment des travaux de James Scott (Pile, Keith, 1997 ; Scott, 2009 ; Sharp et al., 2000...) ^[59] et dans le sillage de divers travaux qui peuvent être considérés comme précurseurs (Routledge, 1993 ; Herod, 1998, 2001 ; *Political geography*, 1994), Byron Miller est l'un des artisans les plus visibles de cette affirmation. Premièrement, il a choisi d'étudier des mouvements « pacifistes », une cause pour le moins « globale » et peu géographique à première vue, et de le faire à travers le triptyque space/place/scale, les trois principaux concepts qui se sont succédés sur le devant de la scène dans les années 1980-1990-2000. Ensuite, il a publié sa thèse sous la forme d'un plaidoyer qui revendique une généralisation du propos à l'étude des mouvements sociaux quels qu'ils soient (Miller, 2000). Enfin et surtout, lui et Deborah Martin ont mené un travail de synthèse critique des recherches pluridisciplinaires sur les mouvements sociaux en défendant une approche géographique (Miller, Martin, 2000) et ont su s'insérer très rapidement dans ce « sous-champ » et s'y faire (re)connaître, en coordonnant notamment un dossier de la revue *Mobilization* (2003). Dans les années qui ont suivi, plusieurs articles et ouvrages de synthèse ont plaidé pour une analyse systématique des « spatialités » de l'action collective, ajoutant encore de nouveaux concepts et angles d'attaque tels que ceux de réseau et de mobilité devenus incontournables dans la géographie anglophone (Featherstone, 2008 ; Leitner, Shepard, Sziarto, 2008 ; Nicholls, 2009 ; Nicholls, Miller, Beaumont, 2013).
- 8 La convergence s'opère aussi indéniablement avec le « sous-champ » de la « sociologie des mouvements sociaux », qui se développe et se structure en France depuis la fin des années 1990 (Mathieu, 2004 ; Neveu, 2005 ; Fillieule, Agrikoliansky, Sommier, 2010 ; Fillieule, Mathieu, Péchu, 2009). Si l'espace y a longtemps été un « angle mort », ou abordé sans être problématisé comme c'est souvent le cas dans certains secteurs des sciences sociales, plusieurs appels à s'y intéresser plus sérieusement ont été lancé à échéances irrégulières (Tilly, 2000 ; Sewell, 2001 ; Auyero, 2005 ; Hmed, 2008 ; Sawicki, Siméant, 2009 ; Combes et al., 2011 ; Combes, Garribey, Goirand, 2016b). On peut considérer que cela a commencé avec la question de la diffusion ou circulation transnationale des causes et répertoires d'action, puis celle de l'extension transnationale des réseaux de mobilisation eux-mêmes, autour des mouvements écologistes (Ollitrault, 2008) et de l'avènement des mouvements « altermondialistes » (Agrikoliansky, Fillieule, Mayer, 2005 ; Agrikoliansky, Sommier, 2005 ; Tarrow, 2005 ; Tarrow, Della Porta, 2005). Mais il semble que cette question n'ait pas été clairement vue comme une façon de « spatialiser » les analyses ^[60] ce qui n'incita pas non plus à regarder du côté de la géographie.
- 9 Cette étape semble à l'inverse avoir été franchie avec deux colloques récents ^[61] trois si l'on ajoute un colloque initié par des historien·nes ^[62], aboutissant à toute une série de publications collectives en une séquence inédite qui fera sans doute date (Norois, 2016 ; *Politix*, 2017 ; Combes, Garribey, Goirand, 2016a ; Backouche et al., 2018 ; Dechézelles,

Olive, 2019⁴) : dans le sillage de conflits d'aménagement faisant l'actualité (tels que Notre-Dame-des-Landes), des luttes contre la rénovation urbaine ou pour le « droit à la ville », ainsi que des mouvements dits « des places » (Occupy, Indignés, printemps arabes...), c'est une fois de plus les entrées par l'espace-enjeu, mais aussi par l'occupation physique de lieux circonscrits, qui sont privilégiées et semblent attirer l'attention sur l'importance de l'espace. En fait, d'autres entrées explicitement spatiales avaient de longue date été empruntées en histoire, sociologie ou science politique, par exemple dans des travaux sur l'importance des contextes locaux dans l'étude des partis politiques (*Communisme*, 1987 ; Briquet, Sawicki, 1989 ; Sawicki, 1988, 1997), du métier politique (Lagroye, 1993) ou des élections (Gaxie, Lehoucq, 1984 ; Lagroye, Lehoucq, Sawicki, 2005 ; Gombin, Rivière, 2014 ; *L'espace politique*, 2014), sans même parler des politiques publiques, qu'elles soient « territorialisées » ou non (Koebel, 2006, 2009 ; Le Bart, Lefebvre, 2005 ; Mabilieu, 1993 ; Poupeau, Tissot, 2005...).

- 10 Mais, le cloisonnement (sub)disciplinaire aidant, toutes ces réflexions, utiles pour construire une analyse « spatialisée » des mobilisations ⁵⁰ voire « socio-géographique » comme on a pu parler de « socio-histoire » ⁵¹ peinent encore à se rencontrer. Il semble qu'il manque encore, outre une attention plus soutenue du côté de la géographie, la pleine conscience que l'espace n'est pas un thème parmi d'autres, une caractéristique de certains enjeux ou de certains modes d'actions, mais qu'il peut au contraire être considéré comme une dimension de tout enjeu, de toute mobilisation, et des actions collectives dans toutes leurs facettes, et que l'on gagnerait donc à systématiser la réflexion en même temps qu'à échanger par delà les frontières (sub)disciplinaires. L'objectif de ce dossier est donc de poursuivre résolument dans cette voie en favorisant la mise en visibilité mais aussi la mise en relation et confrontation des recherches existantes, notamment dans les sciences sociales francophones, ce qui suppose plusieurs séries de décroisonnements.
- 11 Le décroisonnement disciplinaire que nous appelons de nos vœux est visible à deux niveaux dans ce numéro. D'une part, il se lit dans les diverses affiliations institutionnelles des auteurs et autrices : si la géographie est, sans surprise dans une revue qui porte son nom, la mieux représentée, elle côtoie aussi la science politique, la sociologie et l'histoire. D'autre part, il n'est pas un seul de ces articles qui ne mobilise (ou interroge) des références, des hypothèses, des concepts ou encore des méthodes issus d'autres traditions disciplinaires que celle des auteurs et autrices. Invisibles, les rattachements disciplinaires des personnes ayant accepté d'évaluer ces textes ne font que renforcer la nature pluri- ou transdisciplinaire de cette entreprise collective et des débats auxquelles elle a déjà donné lieu.
- 12 Le décroisonnement thématique était un autre enjeu majeur de ce dossier. Il était important d'accueillir des études portant sur tout type de mouvement social, mobilisation contestataire ou revendicative (Tilly, Tarrow, 2008), que les enjeux affirmés renvoient à des objets « géographiques » classiques (conflits d'aménagement, environnementaux, etc.), ou pas. Des comparaisons restent d'ailleurs à mener entre ces différents types de conflits, qui permettraient par exemple de poser la question des effets que peut avoir la dimension spatiale des enjeux affirmés sur la dimension spatiale des actions elles-mêmes (leur répertoire d'action, leurs stratégies d'alliance, leurs argumentaires, par exemple les conditions et modalités de leur montée en généralité et de leurs stratégies scalaires, leur médiatisation, etc.). De la même manière, il nous semblait important de ne pas limiter l'horizon aux seuls conflits ou mouvements

sociaux, autrement dit aux seules modalités contestataires de l'action collective, et d'interroger au contraire les différentes formes d'engagement ou de militantisme au quotidien, qu'il soit associatif, syndical ou politique (Sawicki, Siméant, 2009), d'intégrer les fameuses « alternatives concrètes » chères à de nombreux acteurs contemporains se revendiquant de « l'économie solidaire » ou de « l'écologie politique » par exemple, et pas uniquement parce qu'elles en appellent à leur tour au « local » à l'heure de la « mondialisation » (Cardonna et al., 2014 ; Frère, Jacquemin, 2013 ; Hély, Moulévrier, 2013 ; Mège, Pailloux, 2016 ; Ripoll, 2009).

- 13 Et le fait est que ce dossier propose une large diversité de mobilisations, causes, groupes sociaux, statuts d'engagement et types de structures collectives. Deux contributions s'attachent ainsi à des mouvements de contestation de politiques et processus de gentrification et d'éviction des habitant·es des quartiers populaires, l'un dans le contexte de la construction du Parc olympique de Rio de Janeiro (M. De Barros), l'autre par la comparaison de deux situations et types de réseaux militants très contrastés, à San-Francisco et Valparaiso (F. Opillard). À l'ère des « camps », deux autres contributions analysent les modes d'organisation et d'action de réfugié·es, palestinien·nes au Liban (A. Mahoudeau) ou centrafricain·es au Cameroun (C. Minfègue), qui ont en commun de souligner les capacités d'action des plus dominé·es pour améliorer leur vie quotidienne et d'interroger le rôle ambivalent des organisations dites « humanitaires » dans ces régions. À l'opposé du spectre social, souvent bien moins scruté, deux enquêtes s'intéressent aux répertoires d'actions et d'arguments mobilisés par des groupes bourgeois dans le cadre de mobilisations généralement qualifiées de « conservatrices », l'une dans la région légumière du Léon en Bretagne (P. Guillemin) et l'autre dans le 16^{ème} arrondissement de Paris (M. Jeanne). À la rencontre de militant·es issu·es de catégories plutôt intermédiaires et aux niveaux scolaires souvent élevés, deux enquêtes investissent le champ très actuel des mouvements « des places » mais décentrent le regard en interrogeant le déplacement dans les quartiers et le devenir incertain, d'une part, des « Nuits debout » expérimentés dans le Nord-est parisien, non loin de la place de la République (L. Beauguitte) et, d'autre part, du militantisme stambouliote faisant suite à l'occupation du parc de Gezi (A. Fautras). Proche de cette dernière par le contexte autoritaire auquel les militant·es sont confronté·es, une étude historique revient sur les difficultés rencontrées par les réseaux de mobilisation algériens à Marseille après la seconde Guerre mondiale (F. Bénézech). Enfin, deux textes, adoptant eux aussi une perspective historique, analysent l'inscription dans l'espace urbain des réseaux militant·es d'extrême-gauche des années 1970, et les concurrences pour l'espace auxquels ils participent, pour l'un dans les quartiers populaires de Lyon (L. Mathieu), pour l'autre à Istanbul et Ankara (P. Cormier).
- 14 La diversité de ce numéro se lit également par des cadres spatio-temporels, des situations de recherche et des méthodes d'enquête variés. Si la France arrive en tête, le Brésil, le Cameroun, le Chili, les États-Unis, le Liban, la Turquie viennent diversifier les cadres nationaux des enquêtes proposées, des Suds comme des Nord. Et si l'économie globale du dossier confirme la domination des cadres urbains, voire métropolitains⁵, et très contemporains, plusieurs contributions et thèses récentes présentées dans les « carnets de soutenance » s'attachent tout de même à des villes moyennes voire à des contextes ruraux, quand d'autres analysent des situations un peu plus anciennes, inscrites dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Avec le très contemporain dominant aussi très logiquement les enquêtes de terrain de type ethnographique, mais plusieurs

contributions s'appuient sur diverses archives (institutionnelles, médiatiques et militantes) et analyses documentaires, et l'on voit se croiser les emprunts disciplinaires donnant lieu à des expérimentations relatives qui contribuent à brouiller les frontières académiques. La rubrique « carnets de terrain », dont c'est la fonction, accueille ainsi deux contributions qui interrogent plus spécifiquement les démarches méthodologiques mises en œuvre, où l'on voit un politiste souligner les difficultés de reconstitution historique de la géographie des mobilisations passées, et un géographe analyser la positionalité des chercheur·ses sur leur terrain de manière intersectionnelle à partir de deux expériences de recherche contrastées. Une autre forme de réflexivité est mise en pratique dans la rubrique « carnets de débats » qui propose deux textes de statut très divers. D'une part, un positionnement de recherche, inséparablement éthique et scientifique – qui fait par ailleurs écho à celui du coordinateur et de la coordinatrice du numéro – y est explicité et vigoureusement défendu. Il s'appuie sur une expérience d'enquête au long cours menée et vécue par les deux auteur·ices dans le cadre de la lutte contre la construction d'une autoroute entre Lyon et Saint-Etienne. D'autre part, un entretien permet de donner à voir la trajectoire d'une pionnière de l'étude des mobilisations en géographie francophone, mais dont la localisation de l'autre côté de l'Océan atlantique a sans doute contribué à limiter sa visibilité dans nos contrées.

- 15 Enfin, ce que ce dossier donne à voir est aussi la diversité des statuts que peuvent endosser ces recherches dans la trajectoire scientifique des auteurs et autrices : intégration de la dimension spatiale par des spécialistes des mobilisations dont ce n'était pas jusqu'ici un centre d'intérêt ; reconversion ou exploration thématique de géographes, jeunes ou confirmés, qui se tournent vers les mobilisations, parfois à la faveur d'une actualité qui suscite leur curiosité voire leur implication de « citoyen·ne » (telle que le mouvement des « Gilets jaunes » n'a pas manqué de provoquer) ; mais aussi lancement d'une thèse de doctorat dont l'objet de recherche unique ou principal est l'étude de mobilisations par leur dimension spatiale. Ainsi la majorité des auteurs et autrices des contributions rassemblées s'appuient sur des thèses soutenues il y a peu de temps voire encore en cours, et la rubrique « carnets de soutenance » contribue à enrichir ce tableau des recherches émergentes, en géographie (F. Opillard, A-L. Pailloux, É. Walker), comme en science politique (P. Cormier, A. Mahoudeau). Si l'on ajoute que d'autres thèses ont été récemment soutenues, sans même parler de celles dont nous n'avons pas eu connaissance, se confirme à nos yeux l'hypothèse de l'émergence en cours, particulièrement dynamique dans cette décennie finissante, d'une géographie (ou approche socio-géographique) des mobilisations et de l'engagement qui se décloisonne face au renouvellement des pratiques militantes, des modes de structuration des collectifs d'engagement et d'une ouverture à d'autres enjeux que l'aménagement ou l'environnement, et d'autres registres que contestataires.
- 16 Chacun des « carnets » proposés ici participe ainsi à dévoiler et analyser diverses composantes de la dimension spatiale de l'action collective : modalités et conditions de l'appropriation et de l'usage des espaces publics, difficile résistance à la relégation et à l'éviction, poids des contextes autoritaires et répressifs, importance de la centralité urbaine et des hauts lieux contestataires, effets des trajectoires résidentielles et des formes d'ancrage local, inscription dans des concurrences et configurations militantes et politiques locales et pas seulement nationales, constructions et stratégies scalaires dans le travail militant... Quel que soit l'angle adopté, les articles présentent l'intérêt

d'interroger la dimension spatiale des mobilisations et de l'engagement dès les conditions de réalisation de l'action collective et non seulement lorsque l'espace (physique) apparaît clairement comme un enjeu de lutte – sans que cet aspect disparaisse pour autant. Espérons que ce dossier contribuera à rendre visible et légitime ce possible élargissement – considéré ici comme un enrichissement.

BIBLIOGRAPHY

- AGRIKOLIANSKY É., FILLIEULE O., MAYER N. (dir.) (2005), *L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 371 p.
- AGRIKOLIANSKY É., SOMMIER I. (dir.) (2005), *Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen*, Paris, La Dispute, 318 p.
- APPERT M., DROZDZ M. (2010), « Conflits d'aménagement aux marges nord-est de la City de Londres », *Hérodote*, vol. 137, n°2, pp. 119-134.
- AUYERO J. (2005), « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°160, pp. 123-132.
- BRIQUET J-L., SAWICKI F. (1989), « L'analyse localisée du politique. Lieux de recherche ou recherche des lieux ? », *Politix*, vol. 2, n°7-8 : « L'espace du local », pp. 6-16.
- CARDONA A., CHRÉTIEN F., LEROUX B., RIPOLL F., THIVET D. (coord.) (2014), *Dynamiques des agricultures biologiques. Effets de contexte et appropriations*, Dijon, Quae / Educagri, coll. « Sciences en partage », 260 p.
- CHARLIER B. (1999), *La défense de l'environnement, entre espace et territoire : géographie des conflits environnementaux déclenchés en France depuis 1974*, thèse de doctorat, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 753 p.
- COMBES H., HMED Ch., MATHIEU L., SIMÉANT J., SOMMIER I. (2011), « "Observer les mobilisations". Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix*, vol. 1, n°93, pp. 7-27
- COMBES H., GARIBAY D., GOIRAND C. (dir.) (2016a), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, coll. « Questions transnationales », 410 p.
- COMBES H., GARIBAY D., GOIRAND C. (dir.) (2016b), « Quand l'espace compte... Spatialiser l'analyse des mobilisations », dans *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, coll. « Questions transnationales », pp. 9-31.
- Communisme. Revue d'études pluridisciplinaire* (1987), n°15-16, Dossier : « Sociétés ouvrières et communisme français », pp. 23-162.
- DARLY S. (2009), *Faire coexister ville et agriculture au sein des territoires périurbains. Antagonismes localisés et dynamiques régionales de la conflictualité. Analyse du cas de l'Ile-de-France*, Thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 480 p.
- DARLY S. (2012), « La reterritorialisation de l'agriculture, effet collatéral des conflits d'usage. Le cas francilien », *Économie rurale*, n°332, pp. 31-46.

- DECHÉZELLES S., OLIVE M. (dir.) (2019), *Politisation du proche. Les lieux familiers comme espaces de mobilisation*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Res Publica », 270 p.
- DROZDZ M. (2016), « L'espace du discours. Médias et conflits d'aménagement à Londres », *L'Espace géographique*, vol. 45, n°3, pp. 232-248.
- L'espace politique* (2014), n°23 : « Géographie et sociologie électorales : duel ou duo ? », coordonné par Joël Gombin et Jean Rivière [en ligne : <https://espacepolitique.revues.org/3034>]
- L'espace politique* (2019), n°38 : « Luttres de territoires : enjeux spatiaux et représentations sociales », coordonné par Laurent Beauguitte et Marta Severo [en ligne : <https://journals.openedition.org/espacepolitique/6017>]
- FEATHERSTONE D. (2008), *Resistance, Space and Political Identities*, Londres, Wiley Blackwell, 240 p.
- FILLIEULE O., AGRIKOLIANSKY É., SOMMIER I. (dir.) (2010), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 327 p.
- FILLIEULE O., MATHIEU L., PÉCHU C. (dir.) (2009), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 651 p.
- FRÉMONT A., CHEVALIER J., HÉRIN R., RENARD J. (1984), *Géographie sociale*, Paris, Masson, 381 p.
- FRÈRE B., JACQUEMAIN M. (dir.) (2013), *Résister au quotidien ?*, Paris, Presses de Science Po, 298 p.
- Géocarrefour* (2012), vol. 87, n°1 : « Conflits de proximité et dynamiques urbaines. Lectures latino-américaines ».
- GOMBIN J., RIVIÈRE J., 2014, « Vers des convergences interdisciplinaires dans le champ des études électorales ? », *L'Espace Politique*, n°23 [en ligne : <http://espacepolitique.revues.org/3047>]
- HÉLY M., MOULÉVRIER P. (2013), *L'économie sociale et solidaire : de l'utopie aux pratiques*, Paris, La Dispute, 220 p.
- HEROD A. (ed.) (1998), *Organizing the Landscape. Geographical perspectives on Labor Unionism*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 372 p.
- HEROD A. (2001), *Labor Geographies. Workers and Landscape of Capitalism*, New York / London, The Guilford Press, 352 p.
- Hérodote (1976), « Attention : géographie ! », *Hérodote*, n°1, pp. 3-7.
- HMED Ch. (2008), « Des mouvements sociaux "sur une tête d'épingle" ? Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, n°84, pp. 145-165.
- KOEBEL M. (2006), *Le pouvoir local ou la démocratie improbable*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du croquant, 125 p.
- KOEBEL M. (2009), « De l'existence d'un champ politique local », *Cahiers philosophiques*, n° 119, p. 24-44
- LACOSTE Y. (dir.) (1993), « Préambule », dans Y. Lacoste (dir.), *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion, Paris, p. 1-35.
- LE BART Ch., LEFEBVRE R. (dir.) (2005), *La proximité en politique. Usages, rhétoriques, pratiques*, Rennes, PUR, 305 p.
- LAGROYE J., LEHINGUE P., SAWICKI F. (dir.) (2005), *Mobilisations électorales. Le cas des élections municipales de 2001*, PUF, Paris, 368 p.

- LASLAZ L. (non daté), « Conflit environnemental », *Hypergeo* [en ligne : <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article635>]
- LECOQUIERRE M. (2016), *Holding on to place. Spatialities of resistance in Israel and Palestine: the cases of Hebron, Silwan and al-Araqib*, Thèse de doctorat, European University Institute, 459 p.
- LECOURT A. (2003), *Les conflits d'aménagement : analyse théorique et pratique à partir du cas breton*, thèse de doctorat, Université de Rennes 2 Haute-Bretagne, 363 p.
- LECOURT A. (2005), « Les conflits d'aménagement : analyse théorique et pratique à partir du cas breton », *L'information géographique*, vol. 69, n°2, pp. 195-200.
- LEITNER H., SHEPPARD E., SZIARTO K. M. (2008), « The spatialities of contentious politics », *Transaction of the Institute of British Geographers*, vol. 33, pp. 157-172.
- L'information géographique* (201a), vol. 76, n°1 : « L'activisme urbain : engagement et militantisme ».
- L'information géographique* (2012b), vol. 76, n°3 : « Activisme urbain : art, architecture, espace public ».
- MABILEAU A. (dir.) (1993), *À la recherche du « local »*, Paris, L'Harmattan, 231 p.
- MATHIEU L. (2004), *Comment lutter ? Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, Textuel, coll. « La Discorde », 206 p.
- MEGE A., PAILLOUX A.-L. (2016), « S'engager pour la décroissance ou les conditions de réalisation d'une pratique militante localisée », in Émilie Aunis et alii (dir.), *Les territoires de l'autochtonie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 144 p.
- MELÉ P., LARRUE C., ROSEMBERG M. (dir.) (2003), *Conflits et territoires*, Tours, Presses Universitaires François-Rabelais, coll. « MSH Villes et territoires », 224 p.
- MELÉ P. (dir.) (2013), *Conflits de proximité et dynamiques urbaines*, Rennes, PUR, coll. « Géographie sociale », 434 p.
- MILLER B. A. (2000), *Geography and Social Movements. Comparing Antinuclear Activism in the Boston Area*, Minneapolis/Londres, Minnesota University Press, 223 p.
- MILLER B. A., MARTIN D. (2000), « Missing Geography: Social Movement on the Head of a Pin? », in Byron A. Miller, *Geography and Social Movements. Comparing Antinuclear Activism in the Boston Area*, Minneapolis/Londres, Minnesota University Press, pp. 1-38.
- Mobilization: An International Quarterly* (2003), vol. 8, n°2.
- NEVEU É. (2005), *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 125 p.
- NICHOLLS W. (2009), « Place, networks, space: theorising the geographies of social movements », *Transaction of the Institute of British Geographers*, vol. 34, n°1, pp. 78-93.
- NICHOLLS W., MILLER B. A., BEAUMONT J. (dir.) (2013), *Spaces of contention. Spatialities and Social Movements*, Burlington, Ashgate, 320 p.
- NIKOLLI A. (2019), *Accéder aux rives des lacs périalpins : un droit aux espaces publics au défi de la privatisation (Annecy, Bourget, Léman, Côme)*, thèse de doctorat, Université Savoie Mont Blanc.
- NOËL J. (2011), *Regards géographiques sur la mondialisation halieutique. L'altermondialisation et les formes de résistance des « pêches artisanales »*, Thèse de doctorat, Université de Nantes, 473 p.
- Noroi* (2000), n°185 : « Patrimoine et environnement : les territoires du conflit ».
- Noroi* (2016), n°238-239 : « Conflits de lieux, lieux de conflits ».

- PAILLOUX A.-L. (2015), « Zone d'aménagement différé contre "zone à défendre". Analyse d'une lutte pour l'autonomie dans/de l'espace rural », *justice spatiale / spatial justice*, n° 7 [en ligne : <http://www.jssj.org/article/zone-damenagement-differe-contre-zone-a-defendre-analyse-dune-lutte-pour-lautonomie-dansde-l'espace-rural/>]
- PAILLOUX A.-L. (2016), *De la planète finie aux espaces de vie. La dimension spatiale des militantismes pour la décroissance en France et au Québec*, Thèse de doctorat, Université Paris-Est Marne-la-Vallée, 505 p.
- PILE S., KEITH M. (dir.) (1997), *Geographies of Resistance*, London & New York, Routledge, 315 p.
- PISTRE P. (2010), « Mobilisation dans les campagnes toulousaines : conflit d'aménagement et tensions locales », *Espaces et sociétés*, n°143, pp. 151-169.
- Political Geography* (1994), vol. 13, n°5, dossier : « Empowering Political Struggle », pp. 387-478.
- Politix* (2017), n°117 : « Mouvements d'occupation ».
- POUPEAU F., TISSOT S. (2005), « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°159, pp. 5-9.
- PULGAR C. (2019), *Le double mouvement tellurique et social au Chili. La néolibéralisation de la production de l'espace urbain entre désastres socio-naturels et résistances sociales des pobladores*, thèse de doctorat, EHESS Paris, 409 p.
- RIPOLL F. (2005), *La dimension spatiale des mouvements sociaux. Essais sur la géographie et l'action collective dans la France contemporaine à partir des mouvements de « chômeurs » et « altermondialistes »*, Thèse de doctorat, Université de Caen Basse-Normandie, 741 p.
- RIPOLL F. (2006), « Du "rôle de l'espace" aux théories de "l'acteur" (aller-retour). La géographie à l'épreuve des mouvements sociaux », in Raymonde Séchet, Vincent Veschambre (dir.), *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, PUR, coll. « géographie sociale », pp. 193-210.
- RIPOLL F. (2009), « Le "concept AMAP" : promotion et mise en pratique(s) d'une nouvelle norme d'échange entre consommateurs et producteurs agricoles », *Géographie et cultures*, n°72, pp. 99-116.
- RIPOLL F. (2018), *Sur la dimension spatiale des rapports sociaux : inégalités, dominations, mobilisations. Vol. 3 : (Pro)positions pour une « socio-géographie critique et réflexive »*, Dossier pour l'Habilitation à diriger des recherches, Université Paris Est, 700 p.
- ROUTLEDGE P. (1993), *Terrains of Resistance. Nonviolent Social Movements and the Contestation of Space in India*, Westport, Praeger, 170 p.
- SAWICKI F. (1988), « Questions de recherche : pour une analyse locale des partis politiques », *Politix*, vol. 1, n°2, pp. 13-28.
- SAWICKI F. (1997), *Les Réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoire », 335 p.
- SAWICKI F. (2000), « Les politistes et le microscope », in Myriam Bachir (dir.), *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Paris, PUF, pp. 143-164.
- SAWICKI F., SIMEANT J. (2009), « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n°1, pp. 97-125.

- SCOTT J. C. (2009) [1990], *La domination et les arts de la résistance : fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 270 p.
- SEWELL W. H. (2001), « Space in Contentious Politics », in Ronald R. Aminzade, Jack A. Gladstone, Doug McAdam, Elisabeth J. Perry, William H. Sewell, Sidney Tarrow, Charles Tilly, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 51-88.
- SHARP Joanne P., ROUTLEDGE Paul, PHILO Chris, PADDISON Ronan (2000), *Entanglements of power. Geographies of Domination/Resistance*, London & New York, Routledge, 300 p.
- SUBRA Ph. (2007), *Géopolitique de l'aménagement du territoire*, Paris, A. Colin, 327 p.
- SUBRA Ph. (2008), « L'aménagement, une question géopolitique ! », *Hérodote*, n°130, pp. 222-250.
- TARROW S. (2005), *The New transnational Activism*, Cambridge University Press, Cambridge, 258 p.
- TARROW S., DELLA PORTA D. (eds) (2005), *Transnational Protest & Global Activism*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 287 p.
- TILLY Ch. (2000), « Spaces of Contention », *Mobilization*, vol. 5, n°2, pp. 135-159.
- TILLY Ch., TARROW S. (2008), *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Sociétés en mouvement », 396 p.
- TRUDELL C. (2003), « Au-delà des mouvements sociaux. Une typologie relationnelle des conflits urbains », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 47, n°131, pp. 223-242.
- UHEL M. (2013), *Eau et pouvoir : les échelles des mouvements altermondialistes et révolutionnaires en Bolivie et au Venezuela*, Thèse de doctorat, Université de Caen Basse-Normandie, 492 p.
- VESCHAMBRE V. (1999), « Dimension, un mot parmi d'autres pour dépasser la dialectique socio-spatiale », *ESO. Travaux de l'UMR 6590*, n°10, pp. 83-87.
- VESCHAMBRE V. (2006), « Penser l'espace comme dimension de la société. Pour une géographie sociale de plain-pied avec les sciences sociales », in Raymonde Séchet et Vincent Veschambre (dir.), *Penser et faire la géographie sociale. Contributions à une épistémologie de la géographie sociale*, Rennes, PUR, coll. « Géographie sociale », pp. 211-227.
- VILLENEUVE P., TRUDELL C., PELLETIER M., THÉRIAULT M. (2006), « Acteurs urbains en conflit, Québec, 1965-2000 : essai d'analyse statistique », *Géocarrefour*, vol. 81, n°2, pp. 135-141.

NOTES

1. L'un de ces dossiers est déjà paru (*L'espace politique*, 2019) et portait sur les « luttes de territoires ». Un second doit paraître dans la même revue, intitulé « Rapports à l'espace et formes d'engagement. Ancrage, attachement, territorialisation » et coordonné par Patrice Melé et Catherine Neveu. Un troisième, coordonné par Dominique Chevalier et Mariette Sibertin-Blanc pour la revue *Géographie et cultures*, s'intitule « Géographies de la colère. Ronds-points et pré carrés ».
2. Une telle présentation des références a bien évidemment quelque chose d'arbitraire car ces expressions sont loin d'être exclusives les unes des autres et peuvent ainsi être mobilisées de concert dans une même publication. Cela ne fait que renforcer l'idée défendue ici qu'il s'agit d'une nébuleuse de réalités proches voire sécantes, même si elles ne sont pas (toutes) superposables.
3. On pourrait y ajouter la thèse de Julien Noël (2011) qui analyse « l'altermondialisme halieutique » : même si les mobilisations de pêcheurs peuvent renvoyer à des conflits d'usage de

l'espace maritime, l'auteur analyse surtout la transnationalisation des mouvements et leurs effets.

4. Sur ces deux dernières publications, voir les « carnets de lecture » proposés dans ce dossier par Guénola Inizan et Fabrice Ripoll.

5. Avec plusieurs contributions sur Paris (mais aussi Lyon et Marseille, soit les trois principales villes françaises), Istanbul et Ankara, Rio de Janeiro, San-Francisco.

AUTHORS

ANNE-LAURE PAILLOUX

Post-doctorante, Géoarchitecture, Université Bretagne Sud
alpailloux@gmail.com

FABRICE RIPOLL

Maître de Conférences, Lab'urba, Université Paris Est Créteil
fabrice.ripoll@u-pec.fr